

marches-securises.fr

PUBLICATION



ÉTABLISSEMENT

SDIS (17)
2 avenue Eric Tabarly
ZI des 4 Chevaliers
17180 Périgny

AVIS DE MARCHÉ FOURNITURES

Organisme acheteur

SDIS (17), Service achat public, ZI des quatre Chevaliers 2 avenue Eric Tabarly BP 60099, 17187 Périgny cedex, FRANCE. Tel : +33 546005909. Fax : +33 546008785. E-mail : achat-public@sdis17.fr.

Adresse(s) internet

Adresse générale de l'organisme acheteur : <https://www.sdis17.fr>
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Objet du marché

LOCATION DE FONTAINES A EAU

Caractéristiques

Type de procédure :

Procédure adaptée.

Caractéristiques principales :

La consultation concerne la location de fontaines à eau raccordées au réseau de distribution d'eau et à titre accessoires, équipées de bonbonnes, la maintenance des appareils ainsi que la mise à disposition des consommables inhérents à la prestation (à l'exception des gobelets).

Il intègre toute opération de dépannage en cas de dysfonctionnement de l'appareil survenu dans le cadre d'un usage normal de l'équipement.

L'eau distribuée est destinée à la consommation humaine, de ce fait, elle devra être conforme aux différentes normes sanitaires en vigueur au moment de sa distribution au niveau du point de distribution (point de puisage).

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :

Le prestataire sera amené à intervenir dans différents locaux de la personne publique répartis sur le territoire du département de la Charente-Maritime (17). A titre indicatif, une annexe détaille les différents lieux d'intervention (annexe n°06 du règlement de consultation - document non contractuel donné à titre indicatif).

Des variantes seront prises en considération : Non**Division en lots : Non****Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en mois : 48 (à compter de la date de notification du marché).

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Jeudi 26 septembre 2024 - 12:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois : 4 (à compter de la date limite de réception des offres).

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)

01 janvier 2025

Conditions relatives au marché

Cautionnement et garanties exigés

Il n'est pas prévue le versement d'une avance.
Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Modalités de financement : sur fond propre de la personne publique.
Forme des prix : les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire. Ce mois est appelé « mois zéro » (Mo).
Variation des prix : Les prix sont révisibles par ajustement sans périodicité particulière. La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique lors de l'évolution des prix du bordereau dans les conditions du cahier des clauses particulières (CCP).

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Se reporter au règlement de la consultation.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: Prix 70%

2: Valeur technique 30%

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur

4028AFFB

Adresses complémentaires

Date d'envoi du présent avis

21 août 2024